

## MICHEL FOUCHER

Titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH-ENS), ancien directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères

### Bertrand COLLOMB

Michel Foucher est titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au collège d'études mondiales, c'est un ancien Directeur du CAP stratégique du Quai d'Orsay. Il a réfléchi notamment sur le Moyen-Orient et sur la question des frontières. Il va nous en dire quelques mots.

### Michel FOUCHER

Parmi les sujets transversaux évoqués dans plusieurs sessions de cette conférence de Doha, j'ai relevé celui des frontières et celui des ordres régionaux.

#### **I) Le retour des frontières est une réalité et un symptôme.**

**Réalité** liée aux exigences de la sécurité et du contrôle constitutives de l'exercice de la souveraineté. Les frontières redeviennent visibles, là où elles avaient été effacées des pratiques quotidiennes dans une mobilité intense, en Amérique du nord et en Europe d'abord. En période de menaces il convient de renforcer l'exercice des fonctions régaliennes de base et de le faire savoir aux opinions. La frontière est une scène, son évocation est devenue une figure obligée de toute campagne électorale dans les démocraties occidentales.

Menaces et pressions donc sur les enveloppes frontalières mais aussi attraction croissante des pays à économie avancée et protecteurs des droits, comme l'Europe de l'Union. La mondialisation par le bas est celle d'un partage croissant de l'information sur l'état du monde. Le numérique est un vecteur puissant de mobilité en dehors même des situations de crise ; il permet la comparaison. Il faut vivre avec cette mobilité d'attraction.

J'ajoute que si l'on avait eu le courage ou la clairvoyance de définir les limites de l'Union européenne, un obstacle à l'exercice d'une politique extérieure aurait été levé car on aurait su où commence l'extérieur. Mais l'idéologie du « sans frontière » l'interdisait.

**Cette réaffirmation des frontières est également un symptôme**, sur plusieurs registres.

**Celui, culturel, politique et même anthropologique**, d'un malaise non pas dans la civilisation selon Sigmund Freud mais dans la globalisation. Celle-ci ne peut se poursuivre que si la réalité des constructions politiques nationales est prise en compte, notamment au plan symbolique. Toute communauté humaine a besoin d'une distinction entre le dedans et le dehors. Si cette limite est brouillée en raison des circulations et des discours standardisés par l'hégémonie d'une lecture exclusivement économique du monde, il ne faut s'étonner que les questions identitaires s'imposent dans les délibérations politiques, pas toujours dans les meilleurs termes, puisque l'identité est non pas une régression sur un passé imaginé (c'était mieux avant) mais c'est d'abord le projet d'avenir que se donne une société. On a trop **voulu réduire le gouvernement à la gouvernance**.

**Symptôme géopolitique** de volonté de modification de statu quo, un peu partout. En Europe orientale, brutalement en Ukraine, subrepticement en Crimée, plus subtilement mais durablement encore en Asie orientale, notamment en mer

de Chine du sud, problématique largement évoquée dans plusieurs sessions. On devrait parler un moins de ce jeu de go sino-américain et se demander si une politique américaine de « *containment* » pourrait réussir une deuxième fois. J'en doute. Mais certaines puissances ascendantes recherchent leur place au soleil et un environnement régional stable, c'est à dire sous contrôle. C'est légitime. D'autres s'engagent sur une trajectoire révisionniste de rétablissement de zones d'influence.

La sortie de crise est parfois traitée sous la forme de la **partition**. Ce fut le cas dans les Balkans ou au Soudan, avec les résultats que l'on sait. C'est une tentation que l'on retrouve dans certains milieux au Moyen Orient. Les risques de division de la Syrie ont été évoqués ici, selon un scénario ukrainien.

Jean-Marc Ayrault a indiqué lundi matin, je cite, que « *la remise en cause des frontières du Moyen Orient est un jeu dangereux* ». Elle est en cours dans le nord de l'Irak et de la Syrie, côté kurde, même si la désunion des factions kurdes en limite la portée. Des scénarios de reconfiguration du Moyen Orient ont circulé, notamment cette année, 100 ans après les accords Sykes-Picot, dont il faut rappeler qu'ils ne furent pas appliqués. De cet accord de partage d'influence et non de frontières, il ne reste en réalité que 700 km de tracés issus directement de l'accord de 1916 : la limite Syrie-Jordanie et la moitié méridionale de la limite Irak-Syrie. La rivalité franco-anglaise n'a produit que 1050 km de tracés, soit 7% seulement de la longueur des frontières de l'Orient.

En Orient, la frontière politique n'est pas une invention occidentale. La richesse du vocabulaire arabe, turc et persan en témoigne. Et la limite entre l'Iran d'une part et la Turquie et l'Irak d'autre part date de la paix de Zuhab de mai 1639 ; elle n'a pas bougé depuis, sauf à l'extrême sud, avec les accords d'Alger de 1975.

## II) La recherche des ordres régionaux : le cas du Moyen Orient

**Dans la syntaxe géopolitique de l'Orient**, la politique prime. L'appel de forces en rivalité politique à un soutien extérieur est constant, aussi souvent que l'ingérence des puissances, au moins depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle. On recherche patrons et protecteurs, à l'extérieur, dans la région et puis en Europe et dans le monde.

Lorsque Nehru vanta à Nasser les mérites du pluralisme parlementaire, celui-ci lui rétorqua que la dictature ou un régime autoritaire limitait les ingérences extérieures et préservait les marges d'action de l'Etat. De plus, dans des sociétés mêlées, la construction nationale se réalise au risque de domination d'une minorité et, en cas de révolte de la majorité exclue, de purifications ethniques avec son cortège de massacres de masse. Et réciproquement, quand la majorité règne sans partage. Ce fut l'histoire du Liban et aujourd'hui de la Syrie, acteur devenu enjeu, et de l'Irak. **Ce sont des terres de sang, « *blood lands* », comme hier les Balkans ou l'Anatolie**. Les historiens ont amplement démontré cette caractéristique de la longue fin de l'empire ottoman, là où furent inventées les actions de type terroriste, bien avant les tueries d'inspiration nihiliste en Europe.

**Comment en sortir ?** On a évoqué lors de cette conférence un Acte de Doha, un essai de réplique orientale de l'acte d'Helsinki. Pourquoi pas ? Avec qui ? On a évoqué également la nécessité de dessiner une vision interne de la région et non plus une vision importée. Qui le fera ?

Le futur président américain a plané sur la conférence, en creux, par son absence de vision prévisible sur ces sujets. Mais qui peut croire qu'un « deal » entre Moscou et Washington pacifierait ces terres de sang ? Il me semble que la priorité serait d'encourager à la négociation les véritables acteurs régionaux : l'Iran qui s'affirme et ne reviendra pas en arrière dans la revanche chiite qu'il entend garantir, et l'Arabie saoudite d'abord, dont il faut traiter la perception croissante d'insécurité et de vulnérabilité. Ryad et Téhéran doivent se parler et finir par s'accorder sur l'esquisse d'un **ordre régional**, en réduisant les ingérences dans les affaires intérieures des Etats. Mais comme le dit le proverbe



persan, « il faut deux mains pour applaudir ». Associer ensuite la Turquie, Israël et d'autres pays du Golfe. Le CSNU pourrait garantir les accords obtenus mais pas les imposer. Un chantier ambitieux pour les diplomates.

Et au plan interne, ne pas penser que la solution procéderait de partitions définitives – il ne s'agit pas de redessiner des frontières internationales autour de noyaux homogènes - mais imaginer des schémas, décentralisés en Syrie (avec des garanties de sécurité) et une sorte de confédération en Irak, qui protège les minorités et leur fasse une place dans le pouvoir central et la redistribution.

Pour conclure, je crois que, sous l'apparence d'un retour en arrière, s'affirment des problématiques géopolitiques à la fois récurrentes (des conflits emboîtés qui n'en finissent pas car ce sont des guerres civiles internationalisées) et nouvelles : la différence avec le passé est que, faute d'un ordre international d'un nouveau type, la solution des crises au Moyen Orient repose d'abord sur l'intérêt des puissances régionales à ménager quelque chose qui pourrait s'approcher d'un ordre régional, soit par un partage d'influences, sur la base des réalités existantes, soit dans le meilleur des cas par un schéma de sécurité collective. Vaste programme. Raison de plus pour y travailler !